



Onnaing, le 24 septembre 2026

Monsieur Jean-Pierre FARANDOU
Ministre du Travail et des Solidarités
14 avenue Duquesne
75350 PARIS SP 07

Michelle Gréaume

SENATRICE
DU NORD

Vice-Présidente
de la Commission
des Affaires Etrangères,
de la Défense et des
Forces Armées

Conseillère
départementale du Nord

Sénat :
15, rue de Vaugirard
75291 PARIS Cedex 06

Permanence
Lot n° 45
77 place de l'Expansion
59264 ONNAING

Contact :
m.greaume@senat.fr
michelle.greaume@gmail.com

Monsieur le Ministre,

Je souhaite attirer votre attention sur le projet de restructuration de l'Afpa et sur ses conséquences annoncées pour les salariés et les centres de formation des Hauts-de-France.

J'ai été alertée par plusieurs élus de mon département ainsi que par la direction régionale de l'Afpa sur les conséquences que ce projet pourrait avoir sur l'emploi et sur les implantations de l'établissement dans notre région. Les informations qui nous ont été communiquées font notamment état de la fermeture envisagée des centres de Roubaix, Maubeuge, Cantin et Laon.

À Cantin, plus de cinquante emplois seraient concernés.

Ces annonces suscitent une vive inquiétude. Dans le Nord, l'Afpa joue un rôle important pour les demandeurs d'emploi, les salariés en reconversion et, plus largement, pour toutes celles et ceux qui ont besoin d'acquérir une qualification pour retrouver leur place dans le monde du travail.

Cette présence est d'autant plus nécessaire dans des territoires qui ont connu de profondes mutations industrielles et où les besoins en matière de formation et d'accompagnement vers l'emploi restent importants. La situation du centre de Cantin illustre cette inquiétude. Depuis plusieurs mois, les salariés, leurs représentants et des élus alertent sur son avenir. Les annonces actuelles donnent malheureusement une nouvelle dimension à leurs préoccupations.

Au-delà de la situation de chaque centre, c'est aussi la place que nous souhaitons donner au service public de la formation professionnelle qui est posée. L'Afpa ne peut être regardée uniquement à travers le prisme de la rentabilité ou de la concurrence avec les organismes privés. Sa mission répond également à des besoins sociaux et territoriaux auxquels le marché ne répond pas toujours.

Je souhaite donc connaître les mesures que le Gouvernement entend prendre pour préserver les emplois, les centres de formation et les missions de service public de l'Afpa dans les Hauts-de-France.

.../...

.../...

Je vous demande également de m'indiquer précisément les conséquences envisagées pour les centres de Roubaix, Maubeuge et Cantin et si le Gouvernement entend examiner les possibilités permettant d'éviter leur fermeture.

Enfin, je souhaite que les salariés et leurs représentants soient pleinement associés aux décisions qui seront prises et que toutes les alternatives aux fermetures et aux suppressions d'emplois soient étudiées.

Dans un contexte où les besoins de qualification et de reconversion restent importants, affaiblir la présence de l'Afpa dans nos territoires aurait des conséquences durables pour les salariés comme pour les habitants qui ont besoin de ses formations.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à cette situation et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Michelle GRÉAUME
Sénatrice du Nord

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gréaume', with a stylized flourish extending to the right.

Courrier également adressé à :

Madame Sabrina ROUBACHE

Ministre déléguée auprès du ministre du Travail et des Solidarités et du ministre de l'Éducation nationale, chargée de l'Enseignement, et de la Formation professionnels et de l'Apprentissage